

Questions orales

à la représentation des consommateurs à l'Office canadien de commercialisation des œufs, le premier ministre peut-il nous dire quelles mesures on est en train de prendre ou on entend prendre pour s'assurer que les consommateurs sont représentés aux offices de commercialisation, et l'Association des consommateurs du Canada sera-t-elle consultée en cas de telles nominations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je reconnais la justesse du principe et, dans l'ensemble, le gouvernement y est favorable.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quand cela se concrétisera?

M. Trudeau: Pas à ce moment-ci, monsieur l'Orateur.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE**LES PROPOSITIONS DE MAJORATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DES PENSIONS DE VIEILLESSE—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT**

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le président de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a recommandé il y a quelques jours au gouvernement d'augmenter immédiatement les allocations familiales et de sécurité de la vieillesse par suite de hausses incroyables dans le prix des aliments, le gouvernement étudie-t-il cette recommandation?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, l'honorable député sait sûrement que les pensions de sécurité de la vieillesse seront augmentées au cours du mois d'octobre, et que les allocations familiales le seront également le 1^{er} janvier prochain, afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le ministre ne sait-il pas que ce qu'on a recommandé n'est pas l'indexation ordinaire, mais une augmentation des montants de base.

[Français]

M. Lalonde: Monsieur le président, l'honorable député m'a demandé s'il y aurait une augmentation des pensions de vieillesse et des allocations familiales, et ma réponse a été oui.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En fait, la réponse a été non.

* * *

L'AGRICULTURE**LE BÉTAIL DE BOUCHERIE—L'IMPOSITION PROBABLE PAR LES É.-U. DE QUOTAS À L'IMPORTATION—LES POURPARLERS AVEC LE CANADA**

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture au sujet du nouveau contingentement des bovins

[Mlle MacDonald (Kingston et les Îles).]

annoncé dans la *Gazette* de ce matin. Étant donné que les ministères du Commerce et de l'Agriculture des États-Unis ont annoncé aujourd'hui qu'ils imposeraient de nouveaux quotas pour le bétail par mesure de représailles contre les nouveaux quotas globaux du Canada, le ministre peut-il nous dire si ses fonctionnaires ou lui-même ont été récemment en pourparlers avec leurs homologues des États-Unis au sujet de ce contingentement des bovins canadiens?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons eu effectivement des pourparlers à ce sujet, mais je crois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a eu des contacts plus directs avec les fonctionnaires américains et qu'il peut probablement vous donner une réponse plus précise.

M. Hargrave: Vu qu'il est fort possible que les veaux canadiens ne puissent tous trouver place dans les élevages de l'Ouest et de l'Ontario et qu'on soit obligé de les envoyer aux États-Unis, le ministre ne croit-il pas qu'il faudrait entamer immédiatement des négociations afin d'éviter une guerre des contingentements avec les États-Unis? Ne croit-il pas que c'est indispensable vu que nous serions les perdants en cas de guerre commerciale?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, nous n'ignorons pas que cela pourrait arriver. Toutefois, rien ne nous dit que les États-Unis vont faire quelque chose. Ce n'est là qu'un article de journal. Nous ne savons pas quelles mesures prendront les Américains. Le mieux est d'attendre. Il y a eu des pourparlers. Les ministres de l'Agriculture et de la Consommation des provinces de l'Ouest nous ont présenté des demandes à ce sujet. Nous les examinerons en détail lundi prochain.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE**LA SUPPRESSION DES DISPOSITIONS TOUCHANT LA SAISIE D'IMPORTANCE SECONDAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre ou son ministère envisage-t-il de supprimer la saisie d'importance secondaire en vertu de la loi sur l'assurance-chômage?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, les amendements à la loi sur l'assurance-chômage dont il est question dans les discours du trône seront présentés à la Chambre en temps voulu.

* * *

LES FINANCES**LES MOTIFS DE L'ABSENCE DU CANADA DE CERTAINS ENTRETIENS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE FINANCE**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Vu l'absence du ministre des Finances, je vais poser ma question au premier ministre. Comme le gouvernement a manifesté l'intention de participer à la mise au point de remèdes internationaux à l'inflation mondiale, le premier ministre nous dirait-il pourquoi le Canada n'a pas voulu assister ou n'a pas été invité aux entretiens internationaux en matière de